

L'hon. M. Hees: Et quand vous avez abandonné la Bourse, personne ne voulait vous y voir non plus.

L'hon. M. Benson: Que s'est-il passé quand vous, Georges, vous êtes parti?

L'hon. M. Hees: Tout le monde était en larmes.

L'hon. M. Kierans: Il n'y a pas de pays au monde qui, plus que le Canada, devrait s'efforcer de supprimer les restrictions apportées à la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux. Calculé par tête d'habitant, le commerce est trois fois plus important pour les Canadiens qu'il ne l'est pour nos voisins du Sud, et il est relativement beaucoup plus important pour nous que pour les Allemands, les Italiens, les Français ou les Anglais. Nous sommes un pays hautement industrialisé...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, je vous prie. Un peu d'ordre, s'il vous plaît. Le ministre des Communications a la parole.

L'hon. M. Kierans: Monsieur l'Orateur, notre pays est hautement industrialisé et notre grande faiblesse est de ne pas avoir les vastes marchés intérieurs nécessaires au maintien de la production à laquelle nous pourrions aspirer; sans accès à ces vastes marchés, nous ne pourrions tirer parti de la technologie nouvelle et coûteuse de l'ère de spécialisation dans laquelle nous entrons. Nous ne devrions pas prendre sur nous de recommander ou de présenter des mesures, et nous ne le faisons pas maintenant, qui gênent le mouvement des capitaux et des produits, et nous devrions résister, même si nous ne pouvons l'empêcher, à l'adoption de politiques telles que la protection tarifaire proposée par les députés d'en face, par d'autres pays.

L'hon. M. Hees: Cessez de lire et parlez-nous des Postes, Eric.

L'hon. M. Kierans: Le Canada applique une politique commerciale dynamique, et il est devenu manifeste que notre politique de taux de change fixe laissait à désirer. Nous ne l'avons pas jetée par-dessus bord. Il était devenu impossible de continuer d'emprunter pour nous développer, tout en consommant ou absorbant les réserves qui affluaient au pays. L'argument fondamental en faveur des taux de change fixes, monsieur l'Orateur, c'est qu'ils protègent les hommes d'affaires canadiens contre les fluctuations du dollar.

• (10.20 p.m.)

Une voix: Cela ne vous intéresse pas.

[L'hon. M. Kierans.]

Une voix: Vous gagneriez à écouter.

L'hon. M. Kierans: En théorie, l'homme d'affaires peut élaborer des projets lorsque les taux sont fixes, car il sait ce qu'il lui en coûtera pour acheter des outils et de la machinerie importés et il peut calculer exactement ses recettes nettes de ses exportations. Mais pourquoi protéger l'homme d'affaires contre le risque qu'il court en prenant ses propres décisions? Le rôle des hommes d'affaires et des entrepreneurs n'est-il pas justement de profiter des changements économiques, de bénéficier des fluctuations en les contrôlant et en les orientant?

Les exportateurs, les importateurs et les investisseurs savent comment se couvrir dans les transactions à terme, ou ils devraient le savoir, qu'il s'agisse des marchés de laine des établissements Stanfield ou des marchés du thé ou du café. Ils savent comment acheter à terme sur ces marchés. Pourquoi ne pas compter qu'ils le savent? Pourquoi le gouvernement devrait-il se substituer à eux et les protéger de tous les changements que subissent les économies mondiales?

Une voix: L'attaque ne viendrait pas de vous.

L'hon. M. Kierans: Les taux de change qui devraient être un processus de production appuyé sur des bases fixes, contrôlent et ordonnent nos affaires. Nous pourrions alors faire porter tout le poids de notre politique économique sur ce seul problème du maintien d'un équilibre extérieur. C'est approximativement 2 p. 100 de notre produit national brut tandis que le ministre des Finances veut maintenant être libre de travailler à la politique monétaire et fiscale sur 100 p. 100 de notre produit national brut.

L'hon. M. Stanfield: Vous appelez cela une politique?

L'hon. M. Kierans: Le cours flottant est la condition préalable essentielle à une politique fiscale et monétaire indépendante. Si tous les salaires et tous les prix étaient au Canada parfaitement souples et s'ajustaient à tout changement de manière à ce qu'on obtienne le plein emploi, alors peu importerait le cours du change, fixe ou souple.

Mais les prix, les coûts et la productivité à l'intérieur ne sont pas souples. Il y a des entraves au mécanisme libre et sans à-coup des marchés. Cette rigidité et ce manque de fluidité affectent les prix à cause du genre d'organisation que nous avons, comme les monopoles, les oligopoles et ainsi de suite, et du côté de la main-d'œuvre, à cause des coûts de celle-ci et on n'obtient pas...